

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie relative à la commercialisation des capacités de transport entre les zones Nord et Sud de GRTgaz Réponse d'EDF

11 janvier 2016

Question 1 : Aucun retard n'est à ce jour anticipé pour la mise en œuvre de la fusion des zones. Considérez-vous néanmoins qu'il est souhaitable de commercialiser des capacités à la liaison Nord-Sud après septembre 2018 ?

EDF accueille favorablement la proposition de GRTgaz de commercialiser en mars 2016 des capacités annuelles à la liaison Nord-Sud pour la période allant du 1^{er} octobre 2018 au 30 septembre 2019. Cette commercialisation – demandée par EDF dans un courrier adressé à la CRE en date du 14 janvier 2015 – permettra aux fournisseurs de sécuriser leur alimentation sur toute la durée des contrats de vente de gaz à leurs clients et de répondre ainsi à leur besoin de visibilité.

Par ailleurs, bien que ni la CRE ni GRTgaz n'anticipent un retard dans la mise en œuvre de la fusion des zones, EDF souligne qu'un tel retard ne peut être écarté d'autant plus que la régulation incitative du projet ne prévoit des pénalités qu'en cas de réalisation des travaux au-delà du 1^{er} novembre 2019.

Question 2 : Etes-vous favorable aux échéances de commercialisation des capacités annuelles à la liaison Nord-Sud telles qu'envisagées par GRTgaz, ou préférez-vous la solution visant à lisser les ventes de capacités annuelles sur trois ans ?

EDF est favorable à la solution visant à lisser les ventes des capacités annuelles « octobre 2018-septembre 2019 » sur trois ans (50% des capacités commercialisées aux enchères de 2016, 25% aux enchères de 2017 et 25% à celles de 2018) afin de ne pas figer prématurément les souscriptions et de préserver un mécanisme de commercialisation proche des pratiques actuelles définies par la CRE dans sa délibération du 17 octobre 2013¹.

Question 3 : Etes-vous favorable à la proposition de GRTgaz de ne déclencher la vente de capacités interruptibles que si au moins 95% des capacités fermes proposées à la vente ont été souscrites ?

Conformément au code de réseau européen CAM, les capacités interruptibles ne peuvent être commercialisées que lorsque les capacités fermes sont épuisées. Néanmoins, le mécanisme d'enchères ascendantes étant susceptible de générer des invendus résiduels, la CRE a validé dans sa délibération de février 2014² l'aménagement du principe susmentionné en conditionnant la commercialisation des capacités interruptibles à l'allocation préalable de 98% des capacités fermes.

¹ Délibération du 17 octobre 2013 portant décision relative aux règles de commercialisation des capacités de transport à la liaison entre les zones Nord et Sud de GRTgaz, à l'interface entre GRTgaz et TIGF et aux interconnexions avec l'Espagne

² Délibération de la CRE du 13 février 2014 portant décision relative à la mise en œuvre progressive du code de réseau européen sur l'attribution des capacités de transport de gaz aux points d'interconnexion entre zones entrée-sortie

Malgré cet aménagement, et toujours en raison d'un manque de finesse des pas d'enchères et non en raison d'une faible demande (la demande étant supérieure à l'offre au prix de réserve), le seuil de 98% n'a pas été franchi de peu lors des enchères de capacités fermes de mars 2014 et de mars 2015. Cette situation a conduit de nombreux expéditeurs à demander à la CRE la commercialisation des capacités interruptibles, demande à laquelle la CRE a répondu favorablement.

Ainsi, afin d'atténuer les « effets de seuil » et d'éviter des retards de commercialisation des capacités interruptibles, EDF est favorable à la proposition de GRTgaz de déclencher la vente de capacités interruptibles si au moins 95% des capacités fermes proposées à la vente ont été souscrites.

Question 4 : Etes-vous favorable à la décision prise par GRTgaz ne plus commercialiser de capacités interruptibles trimestrielles et mensuelles ?

EDF n'est pas opposée à cette décision.

Question 5 : Etes-vous favorable au maintien du mode de commercialisation des capacités invendues en produits court terme mis en place au 8 octobre 2015 ?

EDF est favorable au maintien du mode de commercialisation des capacités invendues en produits court terme mis en place au 8 octobre 2015.

Question 6 : Souhaitez-vous que les canaux de commercialisation des capacités court terme soient rationalisés ? Si oui, êtes-vous favorable, comme la CRE à ce stade, à l'option 1 « chemin vers la fusion », ou à l'option 2, « 100% PRISMA » ?

A l'instar de la CRE, EDF est favorable à l'option 1 « chemin vers la fusion » compte tenu de sa simplicité opérationnelle et de la suppression du prix de réserve permettant la mise en place d'un mécanisme orienté vers le marché et offrant plus de flexibilité à celui-ci.

Question 7 : Etes-vous favorable à la reconduction du JTS en 2016 et jusqu'à la création d'une zone de marché unique en 2018 ?

EDF est favorable à la reconduction du JTS en 2016 et ce jusqu'à la création d'une zone unique de marché en 2018. Compte tenu de l'intérêt du JTS en situation de tension du marché au sud pour limiter la volatilité des prix au sud, EDF considère qu'il ne serait pas judicieux d'arrêter la commercialisation du JTS en raison de recettes de souscriptions insuffisantes pour couvrir les coûts du dispositif constatées sur la seule année 2015.

ooOoo